

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.914

Nouvelle illustration d'un bilan catastrophique de l'économie réunionnaise

L'aggravation du chômage à la une de INSEE Analyses Réunion

Insee Analyses

Réunion



N° 1

Juin 2014

Une population réunionnaise de plus en plus active mais en manque d'emplois

L'INSEE vient de publier le premier numéro d'une nouvelle revue, **INSEE Analyses Réunion**. Présenté aujourd'hui, cet ouvrage traite de l'évolution de l'activité, de l'emploi et du chômage à La Réunion entre 2006 et 2011. Au cours de ces 5 années, la population active a continué à augmenter tandis que les créations d'emploi n'ont pas réussi à combler le besoin d'activité de ces travailleurs. Conséquence: le chômage a continué à augmenter comme le précise cette note de l'INSEE.

«En 2011 à La Réunion, 287 000 personnes de 25 à 54 ans se déclarent actives lors du recensement de population, c'est-à-dire qu'elles occupent un emploi ou en recherchent un. Cette classe d'âge constitue le «noyau dur» de la population active. Elle a aug-

menté de 9,6% entre 2006 et 2011, soit deux fois plus vite que la population du même âge (+ 4,7%). Malgré cette forte croissance de la population active, les taux d'activité restent très faibles à La Réunion: 82,8% des 25-54 ans sont actifs, contre

90,4% en France métropolitaine. C'est dans la microrégion Est que le taux d'activité des 25-54 ans est le plus faible en 2011 (78,5%).

L'emploi augmente, mais insuffisamment au regard de la population active

Entre 2006 et 2011, le nombre d'emplois augmente rapidement à La Réunion: + 8,3% contre + 1,9% en métropole. Ce rythme est néanmoins insuffisant pour absorber la population supplémentaire entrant sur le marché du travail et par conséquent pour résorber le chômage. La croissance de l'emploi ralentit nettement sur la période 2006-2011 (+ 1,6% en moyenne annuelle) par rapport à la

période 1999-2006 (+ 3,6% par an). Par microrégion, l'emploi progresse fortement à l'Est et au Sud (+ 11%). Depuis 2006, l'Est a bénéficié notamment de la mise en place de la zone franche urbaine s'étendant de Saint-André à Saint-Benoît.

La construction en berne, l'industrie, le commerce et les services résistent

Par grands secteurs d'activité, l'emploi recule de 2,2% dans la construction entre 2006 et 2011 à La Réunion. Il augmente de 7,0% sur la même période en France métropolitaine. La refonte des dispositifs de défiscalisation sur le logement ou la fin de grands chantiers peuvent expliquer ce recul, plus marqué au Nord et à l'Ouest.

L'emploi dans l'industrie poursuit sa progression à La Réunion avec un gain de 9,4% entre 2006 et 2011. Le poids de l'industrie demeure néanmoins faible à La Réunion avec 7% des emplois en 2011 (13% en métropole). Seule la région Nord perd des emplois dans ce

secteur depuis 2006. Dans l'Ouest en revanche, l'industrie continue à se développer et assure désormais 9,3% des emplois sur ce territoire.

Entre 2006 et 2011, le secteur «Commerce, transports, services divers» est le plus dynamique avec une hausse du nombre d'emplois de 11,4%. Les régions Est et Sud, qui étaient le plus en retard dans ce secteur en 2006, sont celles qui progressent le plus.

Enfin, le secteur «Administration publique, enseignement, santé, action sociale» reste prépondérant sur l'île, avec une part stable par rapport à 2006 de 42,7% de l'emploi total, contre 31,0% en France métropolitaine.

Les emplois créés sont plus qualifiés

La part de cadres et professions intellectuelles supérieures parmi les actifs de 25 à 54 ans ayant déjà travaillé reste faible à La Réunion, avec seulement 8,1% des actifs contre 16,4% en France métropolitaine. Leur nombre augmente toutefois de 14,4% entre 2006 et 2011 (+ 8,7% en métropole).

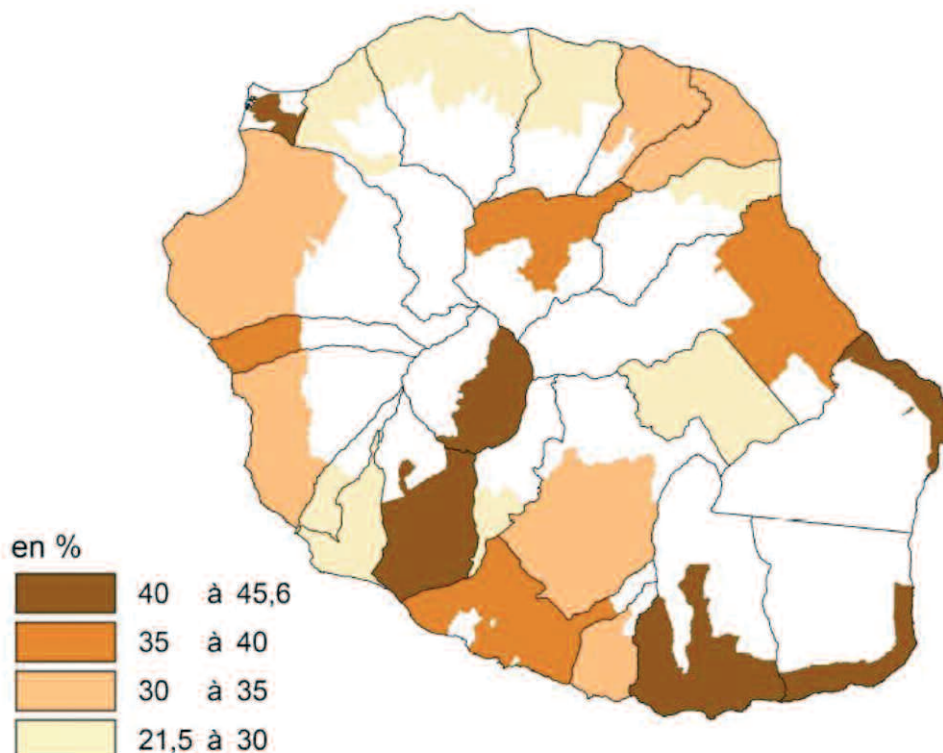
La microrégion Nord est la mieux dotée (11,4% de cadres) alors qu'à l'Est les cadres ne représentent que 4,9% des actifs. Le nombre de professions intermédiaires augmente comme les cadres (+ 14,5%).

La plus forte progression revient aux artisans, commerçants et chefs d'entreprise dont le nombre augmente de 17,3% entre 2006 et 2011, probablement sous l'impulsion du régime d'auto-entrepreneur. La part des employés et des ouvriers diminue, de respectivement - 0,6 point et - 0,7 point. Elle reste cependant à un niveau élevé avec 36,8% des actifs employés, et 26,2% d'ouvriers (respectivement 28,1% et 22,4% en métropole).

Forte hausse du chômage, particulièrement dans l'Ouest

Sur l'ensemble de La Réunion, le chômage déclaré au recensement de la population touche 32,6% des actifs de 25 à 54 ans en 2011, contre 10,6% en France métropolitaine. Le Sud reste la région la plus touchée (36,3%).»

Part des chômeurs déclarés parmi les actifs de 25 à 54 ans en 2011 (en %)



La répartition du chômage dans les quartiers, point effectué en 2011. Depuis cette date, la situation ne s'est pas arrangée.

Édito

François Hollande va-t-il venir dans le climat laissé par ses ministres et député-e-s?

Tout le monde en parle comme si c'est quelque chose d'acquis. En tout cas, de nombreux indices portent à croire qu'après sa participation au sommet des chefs d'Etat de la COI, à Moroni, la capitale des Comores, il séjournera à La Réunion, les 25 et 26 juillet, avant de redécoller pour Paris.

En est-il contraint ou est-ce un souhait véritable de rencontrer les Réunionnais qui lui ont accordé leur confiance à 72% pour changer leur condition de vie? A mi-mandat, sa visite serait un test intéressant. Car, c'est à La Réunion que les contradictions sociales sont les plus sévères, c'est donc à La Réunion que le «retournement de toutes les courbes» pourrait être spectaculaire et significatif. En d'autres termes, c'est ici que «le changement, maintenant», son slogan fétiche de campagne présidentielle, dispose de plus d'atouts de se réaliser. A condition qu'il en prenne personnellement conscience de l'importance des enjeux.

Jusqu'ici les éléments de ce changement, souhaité également par les Réunionnais, sont bien maigres. Par exemple, la première délégation ministérielle de son deuxième gouvernement, vient de nous quitter. Tout le monde s'attendait à des signes d'un changement, dans la manière de considérer les Réunionnais comme dans le traitement des dossiers. Si, les ministres de l'Intérieur et des Outre-Mer étaient en mission exploratoire pour baliser le terrain avant sa

venue, le moins qu'on puisse dire, c'est que le bilan est bien mince. On peut même affirmer que ces visites ont été contre-productives.

En effet, l'intersyndicale n'a pas apprécié le refus de la ministre de les recevoir. Les dirigeants syndicaux l'ont fait savoir en conférence de presse. Les planteurs ont manifesté devant la préfecture car ils sont excédés par la rencontre qui a eu lieu à Paris entre l'usurier, les Députés socialistes et le gouvernement. Ils auraient aimé avoir des éclaircissements sur la suite de la disparition du quota sucrier. Les jeunes ont demandé de l'emploi, à La Réunion, pour les Réunionnais. Ils l'ont dit bruyamment. Le monde économique est très sceptique sur les mesures en faveur de l'entreprise. Or, le cœur de la visite visait à séduire les entrepreneurs en leur proposant un «Pacte de confiance». Personne n'y a cru.

Restent alors les Député-e-s qui ont confisqué la victoire présidentielle de 2012. Ils ne font rien pour expliquer pourquoi le changement n'y est pas. C'est mal parti. Il est urgent de rétablir le dialogue social et politique. C'est tout l'enjeu de cette visite au sommet si on ne veut pas rater une occasion supplémentaire.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Danio Ricquebourg; secrétaire général de la CGTR Ports et Docks. Les syndicalistes dénoncent la volonté du patronat de «vider le Port des docks».

Assemblée générale de la CGTR Ports et Docks

Pour l'emploi à Port Réunion

A l'occasion d'une assemblée générale de la CGTR Ports et Docks, son secrétaire général Danio Ricquebourg a dénoncé la volonté des aconiers de «vider le Port de ses docks». Une situation qui perdure depuis des années, et devrait, si les dirigeants des trois sociétés principales signent, prendre fin, lundi 30 juin.

Lundi 30 juin, une date qui devrait être «décisive», car l'accord rédigé par l'ensemble des acteurs (syndicat, direction du travail et représentant des aconiers) devrait mettre fin en partie à «un long combat syndical». D'ailleurs, «après des années de combat, on dénonce l'utilisation de l'argent pour enrichir certains, alors qu'il y a des pertes d'emploi depuis 2008», a expliqué le secrétaire général de la fédération CGTR Ports et Docks, Danio Ricquebourg. D'ailleurs, «aujourd'hui ce qui pèse sur la profession, ce sont la précarisation de l'emploi, l'utilisation d'intérimaire» et le non respect des conventions collectives.

L'important: protéger l'emploi

Le secrétaire général de la CGTR Ports et Docks a cité le rapport d'Alix Séry expliquant qu'au sein de l'instance portuaire, il y a un «sureffectif global

et sous effectif quotidien, ce qui veut dire que globalement, il y a trop de monde, mais dans chaque société, pas assez». Raison pour laquelle, les trois aconiers souhaitent mettre en place des groupes de main d'œuvre (intérimaire), entraînant de fait «des pertes d'emploi». Ce dernier a également pointé du doigt, les mauvaises condi-

tions de travail des intérimaires mais surtout la remise en cause de la profession de docker.

Une situation vivement rejetée par les dockers, qui dénoncent la volonté du patronat de «vider le Port des docks». Ces derniers ont rappelé qu'au moment où «le trafic reprend», soit +20% entre janvier et mai 2014,

La question de Sermat toujours en suspend

Lundi matin, un conseil d'administration devra décider de l'avenir de la Sermat et de ses dockers. Une situation tendue, car «peut être qu'ils vont annoncer la liquidation» de la société, a indiqué Danio Ricquebourg.

«Il n'y a pas de garantie, qu'en septembre 2015, la maintenance se fera

à la Sermat. C'est la mobilisation et la solidarité des dockers, ce sera ça la garantie. Pas un accord», a expliqué le secrétaire général de la CGTR Ports et Docks. Pour ce dernier et les syndicalistes à ses côtés, «un accord sans la mobilisation c'est un papier. Le code du travail existe, si il n'y a personne pour le faire appliquer, le patron peut faire ce qu'il veut».

«les aconiers disent qu'il y a trop de dockers sur le Port, et si il n'y a pas assez, ils vont prendre des intérimaires».

Une aberration dénoncée par Danio Ricquebourg, qui appelle le patronat à «ne pas être buté» et à accepter la venue de 100.000 containers de transbordement, ce qui «développera le Port de La Réunion et créera des emplois». «On ne veut pas que les dockers soient écartés, le développement de Port Réunion se fera avec les dockers et non contre les dockers. C'est pourquoi, on dit aux camarades d'être vigilants lundi», a expliqué le syndicaliste.

D'autant que certains aconiers souhaitent remettre en question l'accord de 1994, «un accord qu'ils ont voulu, pour mettre en place des groupes de main d'œuvre et donner de l'argent pour faire partir les gens». Cet accord pérennise l'emploi des dockers à travers l'octroi d'une paie constante, sans prise en compte du trafic.

Un lundi 30 juin décisif

Laissant planer l'organisation d'un grève, pouvant être durci si le dialogue n'est pas entamé avec le patronat, Danio Riocquebourg, a précisé que «la grève, si elle doit avoir lieu. Il faudra demander directement aux aconiers pourquoi est ce qu'ils veulent qu'il y ait une grève sur le Port?» D'ailleurs, «il faudra qu'ils précisent à l'Etat, est ce que ce Port là, a une chance un jour de se développer ou est ce qu'il appartient à quelque privilégié. Qui a intérêt à faire grève? Ce sont les aconiers qui apporteront la réponse lundi.»

D'autant plus que «nous avons fait des concessions, des emplois ont été perdus», soit -20% de l'effectif. Sans compter sur les nombreux rapports médicaux assurant de «la souffrance au travail», à travers les changements de poste et les cas d'harcèlement moral, a expliqué le secrétaire général de la CGTR Ports et Docks. Autre aspect du rapport, l'internalisation au 1er septembre 2015, «on a privilégié l'emploi». Raison pour laquelle, «lundi sera une journée décisive», car l'accord rédigé en commun par le syndicat, la direction du travail et le représentant des aconiers «devra être signé par les patrons». «Si ils viennent et claquent la porte, pour ne pas signer l'accord. Alors, on ne discute plus, on demande à l'Etat d'intervenir», a expliqué le syndicaliste, pour qui «il faut arrêter là, le conflit a assez duré».

Céline Tabou

Lutte contre la pauvreté

5 Réunionnais de la Fondation Abbé Pierre au Sénat

A l'initiative de la Fondation Abbé Pierre, 5 personnes accueillies dans les 4 Boutiques solidarité de La Réunion se rendront au Sénat, le 3 juillet prochain, pour exprimer leurs préoccupations majeures.

Dans le cadre du 60e anniversaire de l'appel de 1954, la Fondation Abbé Pierre a engagé un travail de sensibilisation à la participation citoyenne des personnes accueillies dans les Boutiques Solidarité (lieux d'accueil de jour). Cette action est menée dans la continuité du combat de l'abbé Pierre pour qu'enfin ces personnes soient écoutées, entendues, vues et que leurs préoccupations s'imposent au cœur d'un débat sociétal.

A La Réunion, la Fondation Abbé Pierre a fait le choix d'accompagner des citoyens trop souvent oubliés qui vivent à la rue, mal logés ou qui ont connu des situations de mal-logement pour une prise de parole collective au sein même des plus hautes instances républicaines.

Dans cette perspective, le 3 juillet prochain, ce sont 5 personnes accueillies dans les 4 Boutiques Solidarité de La Réunion qui seront à Paris pour rejoindre plus d'une centaine de personnes de métropole et rendre compte directement de leurs revendications aux sénateurs. Cette démarche citoyenne a pour ambition de contribuer à ce que les plus exclus trouvent une juste place dans notre société.

La matinée au Sénat se déroulera en plénière autour d'un échange où trois thèmes seront abordés: le logement ou le non logement, le 115 et l'hébergement, l'accès aux droits. L'après-midi sera consacrée à une découverte de ce haut lieu de la République qu'est le Palais du Luxembourg.

Di sak na pou di

Bonnes gens de Saint-André, souriez!

Citoyens de Saint-André, bientôt en centre ville, vous aurez l'obligation de sourire, car vous serez filmés! Le conseil municipal qui s'est réuni ce mardi 25 juin en a décidé ainsi. Une trentaine de caméras y seront installées en ce sens. L'installation de ce dispositif de vidéosurveillance devrait être opérationnel avant la fin de l'année, et vise à prévenir les incivilités et la délinquance. Les bonnes gens disposant d'un « excellent matelas » pourront le soir venu, oublier les souffrances causées par l'insomnie et apprécier enfin le plaisir du sommeil. Et au petit matin éplucher, en toute quiétude, la bonne presse nationale, 1.825 Euros d'abonnement(!) par an, tout en dégustant du bon «gruyère».

Que demandez de plus? Et c'est justement la presse, mais bien locale celle-là, qui nous apprend que le conseil d'état a confirmé la condamnation de JP Virapoullé pour gestion de fait dans l'affaire de l'Amicale du

Personnel Communal, et par conséquent le dispense de l'obligation de sourire! Le sourire, il en faudra pourtant au maire de Saint-André, s'il devait donner l'accolade au Président de la République, en visite fin juillet chez nous, et immortaliser cet instant, comme s'était pressé de le faire son prédécesseur, le 31 mars 2012 à la salle Candin, lors de la venue de François Hollande en tant que candidat à la présidentielle. En politique, ça peut toujours servir, à condition d'en faire bon usage et ne pas laisser les éventuelles et précieuses cartes postales moisir dans un coin de bureau!

Par contre, il n'est pas certain que le sourire du Président de la République, lors de sa visite, suffira à apaiser le mécontentement de plus en plus perceptible des Réunionnais.

Paul Dennemont

«Pour l'avenir énergétique de notre planète»

Le PCR solidaire du mouvement "Sortons du nucléaire !"

Les réflexions philosophiques sont différentes d'autres études scientifiques, comme par exemple les recherches économiques; mais les liens entre les unes et les autres ne sont pas interdits, même si elles ont chacune ses spécificités, comme l'ensemble des connaissances; et toutes les sciences humaines ont intérêt à renforcer leurs échanges pour résoudre nos problèmes. D'ailleurs le philosophe et militant politique Karl Marx n'était-il pas aussi un expert en économie ? Voilà pourquoi nous avons trouvé intéressant de faire connaître dans cette chronique quelques réflexions d'économistes sur les voies et moyens de nous libérer du système socio-économique dominant qui ravage notre planète et fait souffrir une grande partie de l'humanité.



L'arrivée dimanche après-midi à Breisach en Allemagne des participants au "Tour de Fessenheim 2014".



«Le nucléaire, non merci !».

Ces samedi 21 et dimanche 22 juin, plusieurs associations franco-allemandes ont organisé une randonnée à vélo intitulée "Le tour de Fessenheim 2014". Cette randonnée d'une centaine de km en deux jours en Allemagne et en Alsace (Est de la France) a réuni une soixantaine de personnes autour du mot d'ordre : "Sortons du nucléaire !".

Comme l'expliquent les organisateurs, «la transition énergétique est une nécessité qui doit être accompagnée par la fermeture des centrales nucléaires, avec un arrêt immédiat de celle de Fessenheim». Ils ont donc

lancé cet appel : «Tous à vélo ! Pour l'avenir énergétique de notre planète; sans nucléaire, décentralisé, renouvelable, solidaire, efficace».

Pour en savoir plus sur ce combat, on peut consulter les sites internet d'associations organisatrices de cette action, comme par exemple : www.stop-fessenheim.fr, www.tour-de-fessenheim.net et www.chaine-humaine.fr...

Il se trouve qu'un membre du Bureau Politique du Parti Communiste Réunionnais, Lucien Biedinger, était de passage dans cette région à cette

occasion et qu'il a donc participé à une partie de cette randonnée à vélo pour exprimer en toute modestie le soutien du P.C.R. à cette action. On sait en effet que le P.C.R. se bat depuis de nombreuses années, notamment avec Paul Vergès, pour une autre politique énergétique à La Réunion, dans les pays de l'Indianocéanie et dans le monde, en réalisant l'autonomie énergétique de tous les pays par les énergies renouvelables, non polluantes, évitant les émissions de gaz à effet de serre.

D'où le soutien apporté à cette action...

Billet philosophique

«Comment se libérer du capitalisme ?»

Les réflexions philosophiques sont différentes d'autres études scientifiques, comme par exemple les recherches économiques; mais les liens entre les unes et les autres ne sont pas interdits, même si elles ont chacune ses spécificités, comme l'ensemble des connaissances; et toutes les sciences humaines ont intérêt à renforcer leurs échanges pour résoudre nos problèmes. D'ailleurs le philosophe et militant politique Karl Marx n'était-il pas aussi un expert en économie ? Voilà pourquoi nous avons trouvé intéressant de faire connaître dans cette chronique quelques réflexions d'économistes sur les voies et moyens de nous libérer du système socio-économique dominant qui ravage notre planète et fait souffrir une grande partie de l'humanité.

Selon une étude du Boston Consulting Group qui vient de paraître, le nombre de personnes possédant des fortunes supérieures à 100 millions de dollars (73,5 millions d'euros) a augmenté de 20% dans le monde en 2013 et le patrimoine de ces super-riches représente désormais au total 8.400 milliards de dollars. Devant ce crime du pillage de la planète par les plus riches, le quotidien français "l'Humanité", fondé par Jean Jaurès, a publié le 10 juin dernier des réponses intéressantes à cette question : «Face au coût du capital, comment se libérer de la contrainte d'un capitalisme de plus en plus financiarisé ?» Ainsi, pour Nasser Mansouri Guilani, responsable du pôle économique du syndicat français CGT, «la phase actuelle du développement du capitalisme, appelée "capitalisme financiarisé", se caractérise par une ponction de plus en plus forte des valeurs créées par les travailleurs au profit des actionnaires, qui se comportent comme des financiers. Ainsi, le montant des dividendes versés comparé à la valeur ajoutée a été multiplié par quatre depuis trente ans. Dans une étude parue en juillet 2013, les chercheurs du CLERSÉ à l'Université de Lille-1 introduisent la notion du surcoût du capital estimé à 100 millions d'euros».

«Pas seulement un autre partage des richesses»

Maryse Dumas, membre du groupe CGT au Conseil économique, social et environnemental en France, estime que «la vraie valeur du travail n'est pas de répondre aux objectifs de rentabilité; elle n'est même pas d'assurer une rémunération (même si c'est très important) à celles et ceux qui travaillent. La vraie valeur du travail est de répondre à leur soif de reconnaissance et d'utilité sociale, de lien social et de réalisation de soi.

La vraie valeur du travail est de permettre à la société de mieux vivre, de maîtriser son devenir et celui de la planète. Elle



Une manifestation contre l'austérité pour les plus pauvres à La Réunion.

détermine le droit pour les salariés à intervenir sur les stratégies de gestion des entreprises et, au-delà, sur tous les rouages économiques et sociaux : pas seulement pour un autre partage des richesses, mais aussi pour décider de ce que l'on doit produire ou pas, au service de quels besoins, comment et avec qui».

Un contrôle démocratique

Selon Esther Jeffers, membre des Économistes atterrés et du Conseil économique d'ATAC, «s'agissant du système bancaire, il faudrait une réforme qui aboutisse à un pôle financier organisé autour de banques publiques contrôlées démocratiquement. Les banques sont nécessaires à l'économie car, sur le plan macroéconomique, un investissement net implique une création monétaire. C'est ce que les banques seules peuvent faire. Il est donc nécessaire qu'elles soient publiques et contrôlées démocratiquement. Avec une séparation nette des banques commerciales et des banques d'affaires.

Les taux de refinancement des banques devraient être modulés en fonction de l'usage fait de ces financements car le rôle du pôle public ne devrait pas être d'assurer le financement de tous les projets qui lui seront soumis, ni a fortiori de prendre en charge ce qui n'est pas rentable pour laisser le reste au secteur privé. Ce pôle public aura pour mission d'assurer le financement des investissements qui seront jugés socialement et écologiquement utiles. Du secteur du logement au domaine des services publics (hôpitaux, écoles, eau, énergie, transports, etc), les besoins sont nombreux». Les forces démocratiques réunionnaises sont-elles capables et ont-elles la volonté de se concerter et de s'unir pour élaborer et mettre en œuvre un tel projet anti-capitaliste réunionnais pour La Réunion ?

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!

L'avé in foi in plantasion té i apèl kane La Rényon!

Mon papa té i di souvan dé foi, dopi li nana sé konésans, li la touzour vi kane koté son kaz, bordir d'shomin. La koup kane sa lété konm marké dann son kalandriyé biolojik. Avan mon papa na in paké zénérasion galman la touzour viv avèk sa dann zot péisaz. Moin mèm mi koné sa dopi moin la rouv mon zyé. Mon zanfan, mon pti zanfan lé konm moin, konm mon papa konm bann z'ansien-z'ansien. Donk kane, sanm pou moin, sa i mor pa, sa lé imortèl isi La rényon. Mi pans la moin lé riskab éte dan l'érèr: kane lé ménasé pars in pé la désid mète ali a mor. Zot la désid siprime bann kota, zot la désid siprime lo pri garanti épi la di bann plantèr, alé démay azot avèk lo marshé mondial.

Kosa lé riskab arivé? Lé riskab donn bann plantèr la mor-ékonmik, in zanr l'etanazi kolèktiv, in zanr konplo la mondyalizacion bou di kont. Pars, sak la désid in n'afèr konmsa i koné bien bann plantèr i gingn ar pa arlèv la tête par raport bann plantèr bêtrav, par raport bann gro plantèr kane dann bann péi konm Brésil épi d'ot... Désèrtin i di i pé an avoir inn-dé tik-tak pou sov bann plantèr. L'èr-la in pé i di i fo rovoir lo protokol Virapoullé, fèr an sort lo plantèr i rès propriyètèr son kann dopi lo komansman ziska la fin pou bann produi épi sou-produi é l'izinyé i ardovien solman lo fasonyé. D'ot ankor i di i fo rovoir lo partaz rant lo plantèr épi lo l'izinyé. D'ot ankor i fé bann propozision... Mé na in pé i kroi pa tousala va sov nout plantèr pars si zot i komans pèrd kaziman la moityé zot rosours kan i siprime l'ède sosyale, zot i oi pa koman plantèr va débarbote azot.

Astèr dizon plantasion kane i rant an kriz épi i arète net. Sa i fé in kantité milyé d'moun bordé. Mé pa solman sa, kosa va fé avèk so tèr-la? La fine déroshé pou lo gro, la fine déroshé pou lo moiyin, éstèr la fine atak lo fin. Bin alor, kosa i sava tienbo la tèr-la? Zordi sé lo bann ti rasine kane an pogné filas é domin? Arien ditou. Kan gro plui va tonbé, kan bann ravine va koulé a fon, bin ousa v'alé nout tèr? Dan la mèr pou pinn la mèr an bou? In krime anplis kont nout péi, in déga inkroiyab é nout désandans va rogard kane dsi internet... L'avé in foi l'avé in plantaj téi apèl kane La Rényon... étsétèra, étsétèra, la ké lo ra.

Justin